

Chang Yong Rhee, directeur
du département Asie et Pacifique du FMI.



PHOTO : FMI

Passer un nouveau cap

Pour l'Asie du Sud-Est, de nouveaux progrès exigent des réformes audacieuses

Chang Yong Rhee

L'ASIE DU SUD-EST a fait des progrès extraordinaires au cours des dernières décennies. La croissance du revenu par habitant est l'une des plus rapides au monde et, l'an dernier, la région était la quatrième plus grande contributrice à la croissance mondiale après la Chine, l'Inde et les États-Unis. Le niveau de vie s'est considérablement amélioré et les taux de pauvreté sont en forte baisse.

Qu'est-ce qui explique ce succès ? L'ouverture au commerce et aux investissements étrangers a joué un rôle prépondérant. La Malaisie et la Thaïlande sont devenues des puissances manufacturières mondiales en fabriquant des voitures, de l'électronique grand public et des puces informatiques en grande série. Stimulées par leur demande intérieure, l'Indonésie et les Philippines sont parmi les grands pays émergents à la croissance la plus rapide au monde. Singapour est une importante plaque tournante financière et commerciale. Les pays préémergents comme le Cambodge, la République démocratique populaire lao, le Myanmar et le Viet Nam sortent de décennies de planification centrale à la suite de leur adhésion à l'Association des nations de l'Asie du

Sud-Est (ASEAN) ; ils se sont intégrés aux chaînes d'approvisionnement régionales, en particulier en Chine.

Une saine gestion économique a également joué un rôle vital. Certes, la crise asiatique de 1997 a été un revers, mais l'Asie du Sud-Est s'est rapidement redressée et en est ressortie plus forte. Les banques ont été restructurées et la réglementation financière renforcée. Les marchés obligataires en monnaie locale ont été approfondis afin de réduire la dépendance envers les flux de capitaux volatils. La hausse des prix et la croissance du crédit ont été maîtrisées dans certains pays qui ont adopté des objectifs d'inflation et des politiques macroprudentielles visant à surveiller et à prévenir les risques pour le système financier.

En conséquence, la région a surmonté la crise financière mondiale, mais elle devra encore consolider sa situation économique pour résoudre certaines difficultés à court terme telles que la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et dans d'autres pays avancés, les tensions commerciales grandissantes et le ralentissement de la croissance en Chine. Tout cela se traduit par une augmentation de l'incertitude et des turbulences sur les marchés, dans des pays de plus en plus interdépendants dont la dette a également augmenté.

Forces fondamentales

Cependant, à plus long terme, d'autres forces fondamentales mettront à l'épreuve les dirigeants et les populations de l'ASEAN. Même si l'Asie du Sud-Est a réduit considérablement l'écart qui la sépare des

L'automatisation et la robotique réduisent la demande de main-d'œuvre relativement peu qualifiée.

nations les plus prospères du monde, il ne faut pas nécessairement s'attendre à de nouveaux progrès. La région n'a pas les moyens de se reposer sur ses lauriers ; le passage à l'étape suivante exigera un ensemble de réformes audacieuses qui se renforcent mutuellement.

L'évolution démographique reste l'un des principaux défis à relever. Le nombre de travailleurs ayant augmenté plus rapidement que le nombre de personnes à charge au cours des dernières décennies, la croissance économique s'est accélérée. Ce dividende démographique commence à s'estomper. La population en âge de travailler continue d'augmenter en Indonésie et aux Philippines, mais elle devrait diminuer rapidement dans d'autres pays, notamment en Thaïlande et au Viet Nam. Pour simplifier, on peut dire que l'Asie du Sud-Est risque de vieillir avant de s'enrichir.

Les pays de l'Asie du Sud-Est devront réagir en renforçant leurs régimes de pension et leurs dispositifs de protection sociale afin de prendre en charge une population vieillissante de plus en plus nombreuse. Une plus grande participation au marché du travail, en particulier par les femmes, contribuera à maintenir la progression de la croissance. À l'exception notable du Viet Nam, les taux d'activité des femmes restent faibles dans toute l'Asie du Sud-Est. La prestation de services de garde d'enfants et l'assouplissement des conditions de travail peuvent encourager un plus grand nombre de femmes à travailler.

Besoin de main-d'œuvre qualifiée

La croissance plus faible de la productivité est un autre obstacle. Les pays plus avancés de l'ASEAN commencent à perdre une partie de leur avantage concurrentiel à cause de l'augmentation des salaires. En même temps, l'automatisation et la robotique réduisent la demande de main-d'œuvre relativement peu qualifiée ; à l'avenir, le secteur manufacturier exigera moins de travailleurs, mais mieux formés. Pour dépasser son niveau de revenu moyen, la région ne pourra plus dépendre du modèle de croissance d'une industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre orientée vers l'exportation.

Tout en créant des opportunités, les progrès de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage machine posent certaines difficultés. Les travailleurs auront besoin d'éducation et de formation pour se préparer aux emplois de l'ère numérique. Les autorités devraient améliorer le climat des affaires en investissant davantage dans la recherche et le développement et en améliorant les routes, les ports et l'infrastructure des services à large bande.

Bien sûr, tout cela nécessite de l'argent. À 13 % du PIB, les impôts restent inférieurs à la moyenne mondiale de plus de 15 %. Cela devra changer si l'on veut que la région finance des investissements essentiels, débloque la croissance de la productivité et se prépare au vieillissement de la population. Mais il ne suffira pas d'augmenter les recettes : des politiques et des institutions solides sont indispensables pour assurer une affectation judicieuse de l'argent précieux des contribuables.

À mesure que la structure des échanges commerciaux et la technologie remodelent le paysage concurrentiel, l'Asie du Sud-Est devra compter davantage sur la demande intérieure et moins sur l'exportation de marchandises ; c'est pourquoi une intégration plus poussée deviendra nécessaire. L'ASEAN a réduit considérablement les obstacles tarifaires au commerce des produits manufacturés, mais elle devrait réduire encore les coûts commerciaux et ouvrir davantage ses marchés au commerce des services et à la circulation de la main-d'œuvre.

La conclusion d'un accord commercial de l'ASEAN sur les services d'ici 2025 constituera un grand pas en avant. Pour que son niveau de vie augmente encore, la région ne peut pas compter indéfiniment sur des emplois peu rémunérés et peu qualifiés dans les petits magasins et les restaurants ; elle devra former davantage de scientifiques et de programmeurs, ainsi que des professionnels tels que les aides-soignants à domicile, pour s'occuper des personnes âgées. En vue d'atteindre cet objectif, il faut investir davantage dans la population et ouvrir les marchés aux compétences et aux technologies étrangères.

Bien entendu, il ne faut jamais oublier que l'objectif d'une croissance rapide est d'améliorer le niveau de vie d'un grand nombre, et non seulement de quelques-uns. Pour être durables et bénéficier d'un large soutien social, les politiques économiques doivent assurer une croissance inclusive. Les pouvoirs publics devraient renforcer les dispositifs de protection sociale, encourager la concurrence et remettre en question les intérêts établis.

La région a fait d'énormes progrès depuis la création de l'ASEAN il y a plus d'un demi-siècle, mais d'importants défis subsistent. Heureusement, avec les bonnes politiques, l'Asie du Sud-Est peut compter sur la créativité, la résilience et le dynamisme de ses habitants pour surmonter ces obstacles. Partenaire important dans le développement de la région, le FMI est prêt à continuer à servir ses pays membres de l'Asie du Sud-Est. 

CHANG YONG RHEE est directeur du département Asie et Pacifique du FMI.